

Les Syndicats et le regroupement de la gauche

La crise du régime gaulliste pousse les « partis de gauche » envisager des formules de regroupement qui permettraient de faire face à la succession. Cependant les divisions de la gauche — en particulier entre communistes et non-communistes, voire anti-communistes —, les calculs des uns et des autres engendrent un bouillonnement d'autant plus confus... que le régime n'est pas à terre.

Cette confusion n'épargne pas les syndicats qui ont le sentiment d'avoir mieux résisté que les partis à la vague de dépolitisation, mais dont les militants répugnent à s'engager sur le plan politique ou tout au moins redoutent d'être utilisés à des fins politiciennes.

« Les syndicalistes ne doivent pas être des fantassins », écrivait récemment M. G. Montaron dans *Témoignage Chrétien*. C'est parce que nous partageons ce point de vue que nous avons défini une conception du Front Socialiste qui respecte l'autonomie des organisations syndicales et doit leur permettre de collaborer avec les forces politiques sur un pied d'égalité.

Mais voyons ce qu'il en est des positions des différents centraux face aux projets de regroupement de la gauche.

L'EVOLUTION de la C.F.T.C. dans le sens de la déconfessionnalisation, le dynamisme de ses militants, la pratique de l'unité d'action avec la C.G.T. font que les déclarations et les initiatives de cette centrale sont considérées de toutes parts avec beaucoup d'intérêt. C'est ainsi que le conseil confédéral C.F.T.C. affirmait le 2 octobre « le droit et le devoir de la centrale de prendre sa part dans la tâche d'intérêt national que constitue la construction de la démocratie ». Le bureau était mandaté pour prendre « toutes les initiatives et contacts utiles, afin de rechercher avec les organisations syndicales libres les modalités d'un comportement commun dans les circonstances présentes ». Cette terminologie excluait la C.G.T. de ces contacts. De fait, une rencontre avait lieu vers la mi-octobre entre des représentants de F.O., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et du C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs). Les

conversations entre ces organisations, auxquelles s'est jointe l'U.N.E.F., se poursuivent actuellement afin de définir éventuellement un programme commun qui serait ensuite présenté aux partis politiques. Nous souhaitons quant à nous que ces derniers ne se contentent pas de l'approuver dans un but électoral mais le discutent de façon approfondie avec les intéressés et le confrontent avec le leur propre de façon à aboutir à une plate-forme commune.

Cependant le problème des rapports avec le P.C. et la C.G.T. demeure posé. Le 14 octobre, devant une Assemblée des militants C.F.T.C. de la région parisienne, Eugène Descamps, secrétaire général a parlé de la nécessité d'un « désengagement » à l'égard de la C.G.T. — ce qui a fait beaucoup de bruit. Il semble que la tension internationale et le fait que les communistes imposent à la C.G.T. l'alignement sur les thèses de L'Est aient contribué à susciter cette déclaration. La crainte d'un vide politique, la méfiance à l'égard des vieilles équipes de la IV^e mais aussi la conscience du poids électoral des formations traditionnelles, peut-être des illusions sur les possibilités de rénovation de la V^e République, tout cela joue un rôle dans les préoccupations et les prises de position de la majorité « centriste » de la CFTC. A noter également dans ses déclarations un anti-capitalisme vigoureux mais parfois imprécis. Quoi qu'il en soit, la centrale demeure réticente en face des projets de « cartel démocratique » de la SFIO et ne s'engagera pas sur le plan politique avant la fin de l'année.

La CGT n'en a pas moins réagi vivement contre cette position de « désengagement ». Benoît Fraction a répondu dans « l'Humanité » à Eugène Descamps, l'accusant de diviser la classe ouvrière, de faire de la « politicaillerie » et lui reprochant sa déclaration élogieuse en faveur de l'Encyclique « Materna et Magistra ». Par ailleurs, Frachon mettait l'accent sur l'unité d'action revendicative entre la CGT et la CFTC qui se développe — notamment dans le secteur public — « et qui continuera ». Il est clair que la CGT, forte de l'audience retrouvée dans la classe ouvrière depuis Budapest et depuis l'échec du référendum de 58, pense, que l'exclusive ne pourra non plus être toujours maintenue contre elle sur le plan politique.

Tel n'est pas évidemment l'avis du Bureau confédéral de Force Ouvrière qui a condamné tout rapprochement avec des formations ou des groupements « qui ne sont pas eux-mêmes foncièrement démocratiques ». Cet ostracisme à l'égard de la CGT et du P.C. rejoint évidemment celui de la SFIO qui se préoccupe surtout de donner une caution syndicale à une nouvelle « III^e Force ».

Toutefois, Robert Bothereau demeure plus réticent que certains de ses amis devant les projets de la SFIO car, il ne veut pas gêner de Gaulle qui est, selon lui, le plus apte à faire la paix en Algérie. De là, à en conclure que Bothereau manigance je ne sais quel rassemblement de syndicalistes gaullistes, comme l'ont fait **L'Express** et **Libération**, il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. L'hebdomadaire **Force Ouvrière** a publié sous le titre « Faux et usage de faux » un démenti de l'intéressé. Bothereau ne complot pas avec de Gaulle. La vérité est plus simple. Il défend son régime — comme il défendait le précédent — par anticommunisme. C'est ainsi qu'il écrit à propos des derniers conflits sociaux provoqués par l'attitude du gouvernement : « **Et tout cela, qui au vrai n'a pas le mérite de la nouveauté ni celui de la perspicacité, ne serait que monnaie courante de luttes sociales qui en ont vu bien d'autres si ces affrontements, dont l'économie pouvait être faite, n'avaient pour cadre un champ où s'agitent fort déjà ceux qui guignent de droite ou de gauche, les déficiences du régime. Quel beau terrain de manœuvre a été ainsi offert à la C.G.T. !** »

Quant aux organisations universitaires, la F.E.N. et l'U.N.E.F., elles maintiennent à la fois le contact avec les syndicats « libres » et avec la CGT. Cependant au récent congrès de la F.E.N., Georges Lauré, secrétaire général, s'en est pris vivement à la minorité ex-cégétiste : « **Après des années de cohabitation, nous attendons encore de nos camarades ex-cégétistes qu'ils se désolidarisent, même sur une question secondaire, de la CGT et celle-ci du parti communiste. C'est là l'obstacle majeur au regroupement de la gauche. On nous accuse d'être des criminels parce que nous ne conseillons pas le front syndical commun. Mais la CGT n'est pas indépendante. Nous n'acceptons avec elle que des alliances circonstanciées et sur des objectifs précis** ».

Précisément, faute d'un accord plus général, des accords sont actuellement possibles sur des points précis.

De l'action commune dans les luttes revendicatives...

Le récent comité national de la C.F.T.C. a précisé que les déclarations d'Eugène Descamps

sur le « **désengagement** » à l'égard de la CGT n'excluait pas l'action commune sur le plan revendicatif ou dans la lutte antifasciste. Les dernières grèves — et le mouvement annoncé pour le 14 novembre à l'E.G.F. — confirme qu'il en est bien ainsi.

Quant à F.O., la CE. confédérale s'est penchée sur le cas des fédérations qui acceptent ce qu'elle appelle les « mots d'ordre concertés avec la C.G.T. » mais elle ne peut s'y opposer, ainsi qu'en témoignent les mouvements qui ont lieu dans le secteur nationalisé et aussi dans le secteur privé.

... à l'action commune pour la paix en Algérie

Cependant l'accord ne se limite pas aux revendications immédiates. Les déclarations simultanées des U.D. de la région parisienne contre la répression dont sont l'objet les Algériens le montrent bien.

Par ailleurs, la décision du Comité national CFTC d'organiser à partir du 1^{er} novembre une « large campagne d'information et d'action » pour la paix en Algérie et « contre les violences qu'engendre le conflit » ne peut manquer d'avoir un profond retentissement. Des contacts seront pris à ce sujet avec les autres organisations syndicales — y compris sans doute en beaucoup d'endroits, avec la CGT.

En ce qui concerne la préparation à la riposte contre un putsch éventuel, Georges Lauré a déclaré dans son rapport au congrès de la FE.N. : « **Nous avons pensé jusqu'à ces derniers jours pouvoir organiser une manifestation préventive d'avertissement qui eût été dans les circonstances actuelles un apport précieux à la cause de la paix. Mais le « désengagement » récent de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T. a rendu vain cet espoir pour un temps.** »

Il convient de souligner d'autre part l'évolution de la F.E.N. sur le problème algérien. Il est vrai que l'irréalisme de la position « table ronde » est apparu aux yeux de tous. Lauré a bien fait des réserves sur « cette représentativité de fait quasi totale » qu'on est arrivé à assurer au FLN, mais il a déclaré ensuite avec raison : « **Il est incontestable que les garanties qu'auront les nationalistes au sujet d'une décolonisation totale et celles qu'on assurera à la communauté européenne conditionneront le succès de la négociation et son application dans les faits et sur le terrain.** »

Certes, l'organisation n'est pas unanime. Les représentants de la tendance Ecole Emancipée n'ont pas voté la résolution sur l'Algérie et un des leurs a pu dire au cours du débat sur le rapport moral : « **La majorité est à la remorque de de Gaulle. Pour la première fois, cette année, elle**

a osé prononcer le mot indépendance à propos de l'Algérie. » D'autre part, la minorité excégétiste — qui a voté la résolution — n'a pas obtenu les assurances qu'elle demandait en ce qui concerne l'intégrité de l'Algérie (qui devait s'entendre Sahara compris) et sur le fait que les garanties aux minorités « **ne sauraient constituer de préalable aux négociations** ».

Cependant, la motion est largement positive en ce qu'elle rappelle les engagements pris le 1^{er} février et le 30 juin 1960 par les organisations syndicales et souhaite la reprise des actions de masse pour la paix en Algérie.

Dans le climat favorable ainsi créé par les prises de position de la C.F.T.C. et de la F.E.N., un nouveau 27 octobre est-il possible ? Les communistes y participeront-ils cette fois sur un pied d'égalité ? S'il en allait autrement, s'ils cherchaient une fois de plus à diluer le mouvement par des mots d'ordre particuliers, ils porteraient de lourdes responsabilités dans le maintien durable de la division de la Gauche.

M. Combes